



ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

... le parlementarisme est une farce tragique ...

Edito

- Les élections passent, les problèmes restent... le parlementarisme est une farce tragique.

Monde du travail

- A tous les travailleurs d'ALDI.
- Travailleurs saisonniers dans l'agriculture, quels sont vos droits basique?
- Ecole "LB", la précarité en toute sérénité .
- Entrevue action directe et bilan de lutte.

Solidarité

- Nous c'est l'AIT
- CNT noyau confédéral de Nafarroa

Société

- La société infantilisante.

Théorie

- Quelques réflexions d'un anarchiste sur l'état.

Repères

- Quelques petits rappels historique, aux antifascistes et à la gauche électorale.
- 1948: quand les communistes et la CGT expulsaient les anarchistes espagnols...

International

- Trois nouveaux objecteurs de conscience Israéliens.
- Entrevue d'un compagnon anarchiste Soudanais.

**Les élections
passent ...
Les problèmes
restent**

**2 EUROS /// N°188
SEP - OCT 2024**

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Les élections passent, les problèmes restent ... le parlementarisme est une farce tragique

Le récent spectacle donné à l'occasion de la dissolution du Parlement vient de nouveau éclairer ce que les anarchistes – et donc les anarchosyndicalistes – répètent depuis plus de 175 ans : les élections passent, les problèmes restent. L'amère expérience de Proudhon, élu à l'assemblée de 1848, servit de vaccination initiale : il se rendit compte que le Parlement loin d'être un instrument pour porter la parole de la révolte populaire était en fait un instrument destiné à étouffer toute tentative de rupture avec l'Ordre établi. Depuis, chaque élection agit pour les anarchistes comme une piqûre de rappel.

Il faut dire que dernièrement nous avons été particulièrement gâtés dans ce domaine : c'est un festival permanent depuis le fameux référendum de 2005 où le non l'avait emporté mais dont le gouvernement jugea que le peuple avait mal voté. On ne peut qu'être admiratif de l'ingéniosité des serveurs de l'Etat, et dont Macron n'est que l'avatar du moment - en la matière : ils ont l'art de faire et défaire les règles électorales, toujours dans le but que le Pouvoir reste entre les mains de la bourgeoisie et des capitalistes. Le scandale de la situation en Nouvelle Calédonie en est un autre exemple flagrant : pour calmer les légitimes aspirations à la liberté des kanaks, l'Etat avait conclu en 1988 un « deal » avec les partis politiques représentant les deux communautés insulaires, qui excluait une partie de la population de l'île du sacro-saint « droite de vote » - pourtant la liberté absolue selon nos « démocrates parlementaires ». Pour paraphraser Churchill, l'Etat ne croit qu'aux élections dont il a falsifié le résultat. Ce pacte a amené une stabilité politique et donc économique qui a profité à toute la bourgeoisie néo-calédonienne, qu'elle soit Kanak ou Caldoche. Mais pendant ce temps, la situation des habitants les plus pauvres n'a fait que perdurer. On leur a fait alors miroiter la promesse que l'indépendance nationale allait résoudre comme par magie les problèmes sociaux, qui ont pourtant pour origine la division en classes sociales. Mais l'Etat, se ravisant que vue l'évolution démographique de l'île, le résultat des prochains élections risquait de ne pas être celui que souhaitait la bourgeoisie locale ou métropolitaine, finalement la règle fut changée brutalement et sans prévenir. Les rêves de liberté et d'émancipation des kanaks se sont brisés sur la barrière du parlementarisme et de la « représentativité », qui in fine aboutit toujours à ce que l'Etat use et abuse du monopole de la violence dont il jouit.

Mais ces tours de magie électoraux ne sont pas une spécificité franco-française. C'est au contraire une pratique répandue dans tous les pays, et parmi tous les types de régimes politiques. Ainsi, ces derniers mois, nous avons eu le droit aux élections présidentielles en Algérie dont même le président élu a estimé qu'elles avaient été truquées !!! Le spectacle des élections en Russie aussi a été brillant : Poutine réélu avec 89% des voix de 77% de votants ... Il est vrai que les déserteurs ne votaient pas, pas plus que les pacifistes ou antimilitaristes qui comme Azat Miftakhov pourrissent dans les prisons et les camps de travail sibériens. On a même vu Kim Jung Un, le monarque communiste de Corée du Nord, aller déposer son petit bulletin dans une urne dont, comme par magie là aussi, son parti est sorti vainqueur à 99,9 % ! L'élection présidentielle qui s'annonce en Tunisie ne sera pas en reste : Kais Saïed est en passe de devenir le nouveau Ben Ali, ruinant les quelques acquis du Printemps Arabe qui avait fait souffler un vent de liberté sur la monde entier. Le spectacle des élections américaines promet aussi d'être « grandiose » : pendant que chacun des camps va s'affronter à coup de shows et de spots publicitaires sur les télé et réseaux sociaux, cramant des centaines de millions de dollars dans la campagne électorale, des millions d'américains vont continuer de crever du fait du trafic de drogue ou d'armes à feu, et d'un système de santé qui n'est accessible qu'aux riches.

Certes, si on revient en France, les partis politiques de toute nature sentent bien le vent de la colère qui grandit : tous, sans exception disent qu'ils ont entendu, qu'ils ont changé, qu'ils vont porter une politique de rupture. Tous les partis qui ont exercé le pouvoir depuis 80 ans (de LFI aux Républicains en passant par les Verts, le Modem ou les macronistes) – et qui ont donc une responsabilité écrasante dans la situation de naufrage général – le promettent la main sur le cœur : ce qu'ils n'ont pas été capables de faire hier ils le feront demain. Quant à ceux qui n'ont jamais exercé le pouvoir, le Rassemblement National, ils jurent qu'ils mettront en place une politique différente. En attendant, ils n'ont pas attendu d'être au pouvoir pour retourner leur veste sur un certain nombre de sujets majeurs (sortie de l'UE et de l'Euro, nucléaire, etc ...), montrant ainsi la confiance qu'on peut leur accorder ... La seule chose sur laquelle on peut faire confiance au RN pour respecter sa parole, c'est sur l'application d'une politique encore plus xénophobe et anti-sociale que celle qui est déjà en vigueur.

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 188 / SEP - OCT 2024 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 18 Septembre 2024 sur les presses
d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban - directeur de la publication : Entremond

Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
 Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement:

contactez nous directement par mail:

contact@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!
 7, rue St Remesy, 31000
 Toulouse

tel: 05.61.52.86.48
 permanence tout les samedi de 17 H à 19 H

facebook:

@cnt.ait.toulouse

@chats.noirs.turbulents (Paris)

perpignan@cnt-ait.info
 initiative.03@cnt-ait.info

<https://cntait03.wordpress.com>

twitter:

@cntaittoulouse

@CNTAIT (Paris)

initiative CNT-AIT grand ouest (Bretagne, pays de Loire) écrire au journal

adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/Solidarité-

Internationale-Antifasciste

Devant ce spectacle affligeant, il n'est pas rare d'entendre des amis, des familiers, des collègues se demander à quoi sert d'aller voter. En effet, la question fait sens. Mais il ne faudrait pas que la réponse soit celle d'une résignation ou pire d'une aspiration à un système politique autoritaire et policier. Il nous revient à nous, anarchistes, de rappeler que si les élections passent sans rien changer aux problèmes, seule une révolution sociale et libertaire permettra la réelle rupture avec le système de l'argent et de l'Etat. Mais cette révolution que nous appelons de nos vœux ne surgira pas spontanément. Et cela commence par un engagement déjà à titre individuel, celui de refuser de participer au spectacle affligeant du parlementarisme. Puis à titre collectif de se regrouper pour organiser la résistance populaire autonome.



POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

À tous les travailleurs d'ALDI.

En Espagne comme en France les travailleurs sont doublement victimes à la fois des prix toujours plus chers, et de conditions de travail toujours plus dégradées avec des patrons qui abusent toujours plus. L'exploitation est particulièrement criante dans le secteur de la distribution alimentaire : d'une part les entreprises prennent le prétexte de l'inflation pour faire des marges records, d'autre part elles augmentent encore leur « profitabilité » en ne payant pas les heures supplémentaires, ni même parfois les heures normales.

Un groupe de travailleuses et travailleurs d'Aldi de la région de Madrid a décidé de dire « Basta ! » et a créé une section syndicale CNT-AIT. Cette section agit selon les principes anarchosyndicalistes que sont la solidarité, l'entraide et l'action directe. Concrètement cela signifie ne rien attendre ni du patron ni de l'Etat, (notamment ne pas participer à la farce que sont les élections syndicales) ne compter que sur nos propres forces et celles des autres collègues et agir pour dénoncer les injustices. Nous leur laissons la parole pour nous expliquer comment cela fonctionne :

« Au cours des dernières semaines, avec des compagnons de la CNT-AIT de Madrid, nous avons visité différents ALDI de la Sierra de Guadarrama dans le but d'informer les travailleurs de l'entreprise de nos revendications. Nous avons également profité de l'occasion pour continuer à diffuser auprès des clients la campagne « Contre le coût élevé de la vie », en déposant des autocollants dans tous les supermarchés visités. Nous avons informé directement tous les travailleurs d'ALDI que nous avons trouvés, leur laissant des dépliants d'information qu'ils peuvent afficher sur les panneaux syndicaux de leurs magasins respectifs. Enfin, nous avons apposé des autocollants dans le quartier.

Tout s'est déroulé sans incident et l'accueil des travailleurs a été bon, ce qui a déjà permis de nouer de nouveaux contacts. »
Si vous souhaitez participer à des initiatives similaires en France, contactez-nous : contact@cnt-ait.info

À tous les travailleurs d'ALDI

Face aux violations constantes de nos droits et aux mauvaises pratiques de l'entreprise, un groupe de travailleurs de la chaîne de supermarchés ALDI a pris la décision de s'organiser au sein de la CNT-AIT, une organisation avec plus d'un siècle d'expérience et dont les principes (l'entraide, la solidarité et l'action directe) nous semblent les plus efficaces et les plus cohérentes dans la lutte pour l'amélioration de nos conditions de travail.

Jour après jour et avec un personnel insuffisant, nous nous retrouvons

confrontés à des journées exigeantes et mal payées alors que l'entreprise facture des millions d'euros. Même les droits les plus élémentaires ne peuvent être tenus pour acquis. Des choses basiques telles que nous payer les heures supplémentaires, ou nous accorder des jours de congé avec toutes les heures supplémentaires effectuées sans les laisser s'accumuler de manière injustifiée, créer des planning qui s'adaptent aux horaires journaliers établis par contrat, un décompte des heures effectuées à la fin de chaque semaine qui s'adapte à la réalité et dans lequel il ne manque aucune heure ...

Nous sommes fatigués de devoir constamment réclamer pour que l'entreprise reconnaisse et nous paie les heures et les jours travaillés, presque comme si le patron espérait que nous ne nous en apercevions pas et ainsi qu'il puisse économiser nos salaires. Et ce ne sont là que quelques exemples de l'abus répété de notre temps et de nos efforts pour gagner un salaire avec lequel nous pouvons vivre dignement. Peu importe le type de contrat dont vous disposez (CDD CDI, ...), peu importe le lieu où vous travaillez ou l'heure à laquelle se déroule votre journée de travail, si vous êtes un employé d'ALDI et que vous rencontrez des problèmes et/ou souhaitez améliorer la situation que vous vivez sur votre lieu de travail, contactez notre syndicat et organisez-vous avec nous.

Mais quelles sont nos revendications ?



- Consolidation des horaires de travail par contrat.

- Suppression des heures complémentaires, remplacées par des heures supplémentaires et rémunérées comme telles.

- Augmentation du salaire de base pour toutes les catégories.

- Plus grande compensation pour le travail le dimanche et les jours fériés.

- Plus de transports.

- Mise en place d'un système fiable de relevé des heures d'entrée et de sortie du travail.

- Pas de modification des horaires sans demander aux personnes concernées leurs disponibilités.

Face à leurs abus, organisons-nous !

Original en espagnol : <https://sierrademadrid.cntait.org/trabajadorxs-aldi/>

Travailleurs saisonniers dans l'agriculture ou l'agroalimentaire : quels sont vos droits basiques ?

Chaque été, de nombreux précaires, jeunes ou moins jeunes, français ou étrangers, rejoignent les exploitations agricoles pour y effectuer les travaux saisonniers. Les patrons agricoles, souvent des petits paysans qui produisent « bon, bio et local », usent et très souvent abusent de cette main d'œuvre bon marché et corvéable à merci.

Souvent ils profitent que ces travailleurs sont en situation de fragilité économique, ou qu'ils ignorent leurs droits élémentaires, pour les exploiter sans vergogne : salaires non payés ou inférieurs à ce qui est dû, heures de travail à rallonge, non-respect des repos obligatoires, logements insalubres ...

Depuis plusieurs années, notre anarcosyndicat CNT-AIT est contacté par des saisonniers qui ont été victimes de patrons indéliques. Mais ils nous contactaient après la saison. Il était alors trop tard pour intervenir. Les patrons savent bien qu'il ne sert à rien d'intenter une procédure aux prudhommes, laquelle dans le meilleurs des cas aboutira dans un an ou deux, avec des frais d'avocats qui seront supérieurs aux préjudices qui sont de l'ordre de quelques centaines d'euros quand il s'agit d'heures sup non payés sur une semaine de travail. Dès lors, il nous est apparu qu'il était nécessaire d'informer les saisonniers de leur droit AVANT la saison, de façon à ce qu'ils soient vigilants et que cela se fasse dès le début de la saison. Et aussi les informer qu'ils peuvent faire grève si le patron ne veut rien entendre : la grève est pour les saisonniers une force : tout ce qui perturbe l'agenda des récoltes fait perdre beaucoup d'argent aux patrons agricoles aussi c'est un moyen de pression en faveur des travailleurs très puissant pour se faire respecter 1

Cette année nous avons donc décidé de faire de la prévention anarchosyndicale : réaliser un guide des droits basiques des travailleurs saisonniers. Le guide devait tenir sur une feuille A4 recto verso, pour pouvoir être facile à photocopier et à diffuser, être facile à mettre dans sa poche et être suffisamment discret. Des compagnes et compagnons, eux même anciens saisonniers ou ayant une expérience de droit du travail, ont collecté des informations réglementaires. Ils se sont aussi basés sur nos expériences d'accompagnement des années passées, pour déterminer les points essentiels à aborder. Des sympathisants, inspecteurs du travail, ont relu le document pour vérifier qu'il était fiable. Nous l'avons aussi partagé aux compagnons de l'Eco Saisonnier2, un collectif autogéré qui anime un site internet de soutien aux travailleurs saisonniers en France, pour recevoir leurs avis et commentaires. Comme il y a beaucoup de saisonniers d'origine étrangère, nous l'avons traduit en espagnol, avec l'aide des compagnons de l'Eco Saisonniers et aussi de la CNT-AIT espagnole. Un sympathisant sans-papier africain nous a aidés à le traduire en arabe.

Nous avons ensuite diffusé ce guide et ses versions traduites aussi bien sur notre site internet, sur les réseaux sociaux et les forums de discussions en ligne, mais aussi sur des marchés dans des régions

rurales, par exemple lors d'une table de presse réalisée lors de notre camping estival dans le sud Aveyron. Des sympathisants nous ont demandé de recevoir des exemplaires imprimés pour les diffuser autour d'eux. Un saisonnier que nous avons aidé dans le passé nous a écrit : « Merci pour le travail de réalisation de ce guide, je vais le diffuser. Je monte en France en août pour travailler dans le sud, pour la récolte des fruits puis ensuite la taille des arbres fruitiers ». Les compagnons de la CNT-AIT espagnole se sont chargés de le diffuser en Espagne.

Vous aussi vous pouvez contribuer à diffuser ces guides autour de vous. Vous pouvez les télécharger pour les imprimer (version française : <https://cnt-ait.info/2024/07/09/tta-fr> ; version espagnole : <https://cnt-ait.info/2024/07/09/tta-es> ; version arabe : <https://cnt-ait.info/2024/08/01/tta-ar>) Nous pouvons aussi vous en envoyer des exemplaires par la poste (écrivez à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE).

Contre l'exploitation et pour la solidarité entre travailleuses et travailleurs, il n'y a pas de petit geste, la coopération et l'entraide de chaque individu se transforme en force collective

1- *C'est bien pour cela que le gouvernement, alors qu'il venait juste d'annoncer qu'il démissionnait, s'est empressé de faire passer un décret pour annuler les jours de repos hebdomadaires des saisonniers dans certaines exploitations agricoles ... Si le gouvernement est démissionnaire, l'exploitation des salariés elle ne connaît pas d'interruption ... Mais même si par décret le patron peut supprimer le jour de repos, le droit de grève lui est toujours possible pour les saisonniers et pour cela il suffit d'être deux salariés. Pas besoin de syndicat et encore moins de préavis. Cf. "COMMENT FAIRE GREVE SANS SYNDICAT ?" <https://cnt-ait.info/2023/01/29/comment-faire-greve/>*

2- <https://elecosaisonnier.wordpress.com/about>



École « L B », la précarité en toute sérénité.

Face au naufrage organisé de l'Éducation Nationale depuis de nombreuses années, certains parents choisissent de mettre leurs enfants dans des écoles privées. On se souvient d'Amélie Oudéa-Castéra, plus crédible en tant qu'humoriste qu'en tant que ministre de l'Éducation qui avait choisi de placer ces enfants dans le très réactionnaire collège Stanislas, dont la devise est : « Français sans peur, chrétien sans reproche ».

Mais il y a des établissements beaucoup plus discrets en termes de moyens et d'effectifs qui se nichent dans les fissures de l'école publique. L'école « L B » où j'ai travaillé pendant deux ans, est de celles-ci. Ici, pas de propagande religieuse. Les élèves viennent de milieux aisés mais pas toujours (5000€, puis 6000€ l'année scolaire !). Le maître mot est l'accompagnement des élèves, peu nombreux, présentant des troubles divers et variés (troubles « dys », autisme, hyperactivité, troubles de l'attention, alimentaires, etc.). La pédagogie se revendique comme celle de Célestin Freinet et de Maria Montessori, une approche qui favorise l'accompagnement de l'élève plutôt que l'assimilation d'un programme défini sans tenir compte des difficultés propres à chaque enfant.

Et c'est là qu'est le principal argument de cet établissement, face au manque criant d'Accompagnant d'Élèves en Situation de Handicap (AESH) dans l'éducation nationale publique, beaucoup préfèrent passer à la caisse. Beaucoup de parents d'élèves en ont les moyens mais pas tous. La plupart choisissent « L B » pour éviter ce que l'on constate chaque année : manque de professeurs, classes surchargées, établissements insalubres. L'école s'occupe d'enfants, de la maternelle à la troisième. Privée, hors contrat, elle ne touche aucune subvention publique et doit compter avec les frais de scolarité des parents, qui en tirent un trop grand pouvoir sur la vie de l'établissement. Au collège, j'avais des collégiens, entre 10 et 20 par classe. Un rêve pour un professeur.

Mais le rêve ne dure pas, évidemment. Nombre réduit d'élèves, il en va de même pour les enseignants. Trois institutrices, la directrice, deux surveillants et une dizaine d'autoentrepreneurs pour enseigner le collège. Des autoentrepreneurs, ou plutôt des salariés déguisés, pour la plupart. Certes, la plupart de mes collègues donnaient des cours particuliers à côté, ce qui n'était pas mon côté. Officiellement, mon contrat me désignait comme « prestataire de services », pas enseignant. Qui dit autoentrepreneur, dit cotisations sociales à la charge du travailleur, congés scolaires non payés. Les institutrices étaient en CDI et étaient au courant de la gestion financière de l'école, pas nous. Récemment, un prof d'anglais, s'était vu retirés 3€ de son tarif horaire pour payer les photocopies de l'école... alors que les ramettes de papier sont fournies par les parents d'élèves. Le montant de notre taux horaire était confidentiel, sinon gare aux foudres de la directrice si on en parlait entre nous. Officiellement, les finances de l'école n'étaient pas assez solides pour employer tout le monde en CDI, version qui ne tient qu'un premier temps, car les données financières sont inaccessibles aux autoentrepreneurs.

Pas terrible comme emploi, mais pour découvrir le métier, mais pourquoi pas. Puis on se familiarise avec l'établissement et plus les dysfonctionnements ne sautent aux yeux. On nous reproche de faire trop de photocopies alors que le nombre de manuels est clairement insuffisant, 1 pour 2 élèves les bons jours, l'organisation des bulletins, des classes et de la discipline qui changent au gré des humeurs de la directrice. Alors que nous devons nous montrer attentifs aux particularités des élèves, nous avons la surprise, certains matins, de découvrir des élèves nouveaux dans la classe sans connaître leur histoire, leurs troubles ni leurs acquis.

Des situations d'élèves parfois ingérables, qui agissaient sans de grandes conséquences. Mais un élève se fait exclure trois jours pour son comportement, à son retour rien ne change, la directrice veut donc l'exclure une seconde fois, mais les parents refusent. L'élève reste.

Mais le pire vient avec l'hiver. Toujours dans l'optique de faire des économies, le chauffage est rationné. La directrice a décrété que de chauffer de 6h à 8h était suffisant pour avoir une bonne température en hiver, dans un bâtiment mal isolé. La salle des maternelles affichait 15°C, les coussins gorgés d'humidité. Les enfants faisaient donc classe en blouson. Une institutrice a contracté une sévère infection ORL.

50 000€ d'amende ont été requis par la justice pour harcèlement de la directrice envers deux anciennes institutrices. Le manque de moyen affiché peut se comprendre... mais lorsque j'ai quitté l'école, j'ai eu vent que la trésorerie affichait un surplus de 35 000 €, l'affaire marche bien quand même.

Bien qu'il y ait un aspect pédagogique indiscutable fournie par les équipes, notamment en primaire, cela reste bien une affaire. Aussi bien dans le tiroir-caisse que dans la mentalité managériale. Une gestion plus de l'argent que de l'instruction. Plusieurs personnels ont signalé que durant leur congé maladie, la directrice ne cessait de leur envoyer des mails, leur mettant ainsi la pression.

Pression pour les photocopies, changement des règles au pied levé. Les profs qui défilent chaque année, les élèves ont ainsi connu pas moins de quatre profs d'anglais en une année, et non pas eu de prof de français pendant un mois et demi, la directrice se chargeant des cours (alors qu'elle vient du monde de la communication). L'attitude des parents n'est pas sans reproche aussi. Bien souvent on a l'impression que ce n'est pas une pédagogie alternative qu'ils recherchent pour leurs enfants mais une marque, une distinction sociale. Ça sonne bien de mettre son gamin dans une école « Montessori » (bien que ça soit une pédagogie digne d'intérêt) une distinction sociale comme certains achètent une Tesla ; mais qui finalement reste un service marchand.

Un autoentrepreneur dans l'éducation devant une servitude volontaire exigée. !

INTERVIEW action directe et bilan de lutte

Au début de l'été, une grève a secoué l'hôpital Joseph Ducoing, institution toulousaine (voir Anarcho 187). Nous avons interviewé un membre du personnel.

Bonjour, l'hôpital Joseph Ducoing, est connu de tous les toulousains et il tient une place particulière dans leur cœur, peux-tu nous dire pourquoi ?

L'hôpital a été créé par des communistes espagnols après la guerre pour soigner des résistants et des pauvres. Il a été de tous les combats pour rendre la médecine plus accessible aux pauvres. Aujourd'hui, il appartient à une association « Les amis de la médecine sociale ». Actuellement la situation financière de l'hôpital est très difficile, il y a un gros déficit et la direction cherche à faire des économies. C'est pour ça que les salaires sont très bas mais le personnel est très attaché à l'hôpital. Nous soignons un public très défavorisé, en grande précarité, immigrés, sans papiers, petits retraités etc.

Et donc en juin dernier, les secrétaires médicales se sont mises en grève.

En fait, elles sont d'abord allées voir la direction pour demander que leur salaire de base soit relevé au niveau du SMIG ; jusqu'alors leur salaire de base était inférieur au SMIG mais s'y ajoutaient des compléments. La direction a refusé, du coup elles sont allées voir la CGT, le syndicat majoritaire chez nous, qui n'a rien fait. Alors fin juin, une quarantaine d'entre elles se sont mises en grève, sans aucun appui syndical. Elles ont installé un piquet de grève à l'entrée, distribué un tract et lancé un appel à la solidarité. Cet appel a été très bien reçu et les marques de solidarité ont été très fortes.

La CGT est accourue et a soutenu la grève. Autre marque de solidarité par la présence de la CNT-AIT venue faire nombre et distribuer des tracts de soutien donnant un autre éclairage de la situation.

Les grévistes ont alors découvert que la CGT jouait un drôle de jeu : la patronne de l'association « les amis de la médecine sociale » qui possède et gère l'hôpital, est une responsable très haut placée de la CGT ; en fait c'est la CGT qui gère l'hôpital... beaucoup de grévistes ont été choquées et nombre d'entre elles ont repris le travail. Celles qui ont continué, ont rencontré plusieurs fois la direction et au bout de 10 jours de lutte la direction a accepté de relever le salaire de base au niveau du SMIG à condition que les heures perdues soient rattrapées par des heures supplémentaires payées au tarif normal. En fait, les secrétaires médicales n'ont rien gagné, parce que si leur salaire de base a été augmenté, la direction leur a retiré tous les compléments qui s'y ajoutaient et du coup leur salaire est toujours le SMIG ;

Et maintenant ?

Beaucoup de salariés sont dégoûtés, en fait les gens râlent beaucoup et ça ne date pas d'aujourd'hui. Même parfois, il y a des mouvements de grève, mais qui ne touchent qu'un service, une fois c'est la maternité, une autre fois la radiologie La CGT veille à ce que la grève ne s'étende pas aux autres services. Il y a eu des appels pour étendre la grève mais ça n'a pas pris. Les médecins il y a un an ont menacé de se mettre en grève mais là, la direction a de suite accédé à leurs demandes.

Nous c'est l'AIT [ou bien « nous sommes l'AIT ? »]

L'AIT est une association internationale de travailleuses et de travailleurs révolutionnaires. Fondée à Berlin en 1922, elle lutte depuis plus d'un siècle, contre vents et marées, pour l'autogestion et l'organisation libertaire des travailleurs. Elle compte actuellement des organisations dans 21 pays et s'est étendue à de nouvelles régions du monde.

L'une des organisations les plus connues de notre Internationale est la CNT-AIT d'Espagne. Il y a quelques années, une faction de cette organisation a réussi, entre autre, par des purges, à prendre le contrôle de fait de toutes les fonctions de plus en plus centralisées de l'organisation. Elle a également tenté, sans succès, de modifier le mode de votation de l'AIT pour enlever des voix à la majorité des sections de l'AIT et, en cas d'échec, de « relancer » l'AIT à huis clos avec seulement deux autres sections. Enfin, cette faction a lancé une nouvelle organisation internationale, la Confédération internationale du travail (CIT), composée d'autres organisations ayant des pratiques très différentes de l'AIT. La CNT-AIT demeure toujours la section espagnole de l'AIT, conservant les mêmes principes anarchosindicalistes de la CNT espagnole des origines.

Il faut souligner que la section espagnole du CIT (qui se fait appeler « CNT »), qui dispose d'avocats professionnels permanents, revendique le droit exclusif du nom CNT et réclame que lui soient attribués tous les biens (et notamment les locaux) détenus par la CNT-AIT. La CIT espagnole en effet a volé les archives de l'AIT, qu'elle conserve dans de mauvaises conditions dans un entrepôt à l'extérieur de Tolède, y refusant tout accès. Elle poursuit également de nombreux syndicats de la CNT-AIT pour usurpation de sigle et squat (ainsi qu'un athénée libertaire dans ce dernier cas), réclamant d'énormes sommes d'argent. La décision d'entamer ces poursuites a été prise par les avocats, et non par l'ensemble des membres de la CIT espagnole, ce qui montre l'orientation autoritaire et verticale que ce syndicat a prise. Ces poursuites seront entendues au tribunal en septembre prochain.

Cette organisation espagnole prétend notamment que la CNT-AIT ne peut pas s'appeler CNT-AIT parce que l'AIT n'existe pas. Il s'agit là d'un mensonge très audacieux de la part de l'organisation espagnole du CIT, qui sait pertinemment que l'AIT existe et ce,

depuis plus d'un siècle.

Nous imaginons, d'après les documents juridiques, que cette bande d'avocats sans scrupules tentera d'utiliser l'État pour mener sa guerre contre les anarchosindicalistes en Espagne au prétexte que l'AIT n'est pas enregistrée légalement en Espagne, alors que leur organisation CNT CIT respectent les lois de l'État, y compris en fournissant des informations à l'État sur leurs propres membres.

Le manque d'éthique de leurs arguments est consternant. D'autant plus que le nom CNT-AIT est également partagé par une autre organisation de l'AIT, la CNT-AIT France. C'est en France que de nombreux réfugiés de la CNT-AIT se sont rendus après l'arrivée au pouvoir de Franco et, pendant des années, cette organisation de compagnons français a assuré la survie de l'AIT dans l'après-guerre. Nos compagnons français ont également connu des changements organisationnels et il existe actuellement trois CNT différentes dans ce pays. Se font-elles des procès et prétendent-elles, comme les Espagnols, qu'elles « ne peuvent pas se développer » parce que les travailleurs confondent leurs organisations ? Bien entendu, ce n'est pas le cas. Il s'agit d'une vindicte particulière contre notre section espagnole, la CNT-AIT d'Espagne, qui a refusé de suivre aveuglément les personnes qui se considèrent comme l'avant-garde de leur organisation.

En tant qu'AIT, nous sommes tous et toutes solidaires de notre section, la CNT-AIT espagnole, qui est la continuation de la CNT-AIT historique en Espagne. Nous exprimons également notre dégoût face aux mensonges éhontés de l'organisation espagnole de la CIT, qui utilise la logique de l'État et de l'étatisme et qui tente de prétendre que nous n'existons pas. Pour nous, c'est la confirmation absolue que ces personnes ont rompu avec l'éthique et les objectifs libertaires et qu'elles agissent contre ceux et celles qui adhèrent encore à cette éthique et ces objectifs libertaires.

Nous sommes l'AIT et nous ne nous défilons pas. Nous sommes déterminés à poursuivre notre lutte sur la base des valeurs libertaires, à maintenir une structure horizontale forte en Espagne et à créer de nouvelles organisations dans le monde entier.

L'organisation espagnole de la CIT se plaint auprès des tribunaux de l'État que les travailleurs « confondent » leur organisation avec la CNT-AIT, que les travailleurs « veulent vraiment les rejoindre, mais qu'ils rejoignent la CNT-AIT à la place » et que cela les empêche de se développer. À quel point est-ce que ces personnes pensent vraiment que les travailleurs sont si stupides ? Nous n'avons pas ces préoccupations, car nous pensons que les personnes qui adhèrent à la CNT-AIT savent ce qu'elle est et ce qu'elle représente. En même temps, après avoir dû subir les affirmations pompeuses de cette faction en Espagne, qui prétend et a constamment prétendu que la CNT-AIT n'était qu'un petit groupe insignifiant de radicaux par rapport à leur puissante et nombreuse organisation, de telles affirmations soumises au tribunal montrent l'ampleur de l'hypocrisie à laquelle ils peuvent s'abaisser, et ce, en contredisant le discours qu'ils ont eux-mêmes mis en avant dans l'espace public pendant plus d'une décennie.

Nous sommes l'AIT et nous savons ce que nous représentons et savons qui représente quoi en Espagne. Les tribunaux de l'État peuvent ne pas aimer le syndicat qui défend la révolution sociale dans ce pays, ils peuvent préférer les imposteurs légalistes édulcorés, ceux qui se plieront à leur autorité au bout du compte. Mais notre victoire est de maintenir nos principes, que personne n'a jamais réussi à nous enlever – pas même une quelconque répression étatique.

Vive l'AIT et vive la CNT-AIT !

Secrétariat de l'AIT

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL – NOYAU CONFEDERAL DE NAFARROA nafarroa@cntait.org

Communiqué du Noyau Confédéral de la CNT-AIT de Navarrea.

Le 19 septembre prochain, à la chambre sociale du Tribunal National, héritier du Tribunal de l'Ordre Public de l'époque franquiste, se tiendra un procès contre 18 syndicats de la CNT-AIT, poursuivis en justice par une organisation qui se définit comme anarcho-sindicaliste, la CNT, qui adhère à la CIT (Confédération International du Travail), mais qui démontre dans la pratique tout le contraire des idées libertaires.

Dans ce procès, la CNT [CIT] demande qu'il soit ordonné à la CNT-AIT de s'abstenir d'utiliser le nom « Confédération Nationale du Travail » ou le sigle « CNT » ou son logo, que ce soit dans son siège et dans ses enseignes, publications, brochures, banderoles, sections syndicales, Noyaux Confédérés, sites Internet, réseaux sociaux ou tout support ou moyen de communication au public et de supprimer ce nom et ces acronymes de chacun d'entre eux.

Ils demandent également que chacun des 18 syndicats CNT-AIT soit condamné à payer une indemnisation pour préjudice moral de cinquante mille euros, ce qui ferait un total de neuf cent mille

euros, ou à défaut le montant que le Tribunal fixera.

Depuis le Noyau Confédéral de la CNT-AIT de Navarre, nous tenons chaque syndicat de la CNT-CIT comme responsable de cette plainte, les uns pour être d'accord avec elle et les autres pour rester impassibles ou

détourner le regard face à cet acte de vengeance contre notre organisation.

N'oublions pas non plus les organisations qui se définissent comme anarchistes et qui, face à ce procès qui va bientôt avoir lieu contre les syndicats CNT-AIT, sont aussi silencieuses que des morts.

L'objectif de la CNT-CIT est que nous disparaissions, mais ils n'y parviendront pas.

Nous savons déjà que les tribunaux d'État ne nous aiment pas, puisqu'e nous défendons la révolution sociale et l'anarchie, et que nous resterons malgré tout fidèles à nos principes libertaires.

Vive la CNT-AIT. Gora CNT-AIT.

La société infantilisante

Chaque année à la même période, des polémiques sur les aides sociales, pour les gens les moins fortunés de cette société, resurgissent. Toujours les mêmes baratins sur les taxes, « qu'on paye trop d'impôts » et que ceux qui bénéficieraient des aides publiques, sont « des fainéants et des assistés indémodables ». Visiblement c'est toujours cette même engeance, c'est à dire cette bourgeoisie réactionnaire qui officie dans l'audiovisuel, généralement payée grassement à débâter des propos que pourraient sortir de n'importe quel pilier de bistrot aviné. C'est bien connu, les aides publiques pour la rentrée des classes pour les plus modestes d'entre nous, ne servent qu'à s'offrir des télé à écran plat et des survêts à 600 euros !

Ce genre d'imbécillités est malheureusement devenu commun, surtout dans des médias de masse comme la télé ou la radio. C'est non seulement des discours droitières, mais aussi et surtout cela révèle une forme d'infantilisation de la société, qui pourrait expliquer beaucoup de tares égocentriques dans les milieux militants et la société en général, notamment dans le monde du travail.

En effet ces discours qui prétendent dénoncer l'assistanat des plus pauvres, est souvent teinté d'un moralisme et de sermons que l'on donne aux enfants qui n'écoutent pas. Et, un peu partout on retrouve cette infantilisation qui va du dernier navet sorti des studios de cinéma d'Hollywood, jusqu'aux ordres que l'on reçoit au boulot, des jeux vidéo qui s'adressent aux quadras, en passant par cette propagande dans la société qui veut que tout un chacun soit maître de son destin, qu'il fasse ce qu'il veut et qu'après soi c'est le déluge, ce qui s'accorde assez bien finalement à nos sociétés ultralibérales. Ce qui amène à des réactions de certaines personnes qui s'apparenteraient à des caprices d'enfant.

Le plus bel exemple s'observe dans les milieux militants, où le travail collectif a laissé la place à l'égoïsme, au ressenti et au « moi je, moi je », à une hypersensibilité où à la moindre contradiction on se sent blessé ; à la création des « safe-space », notamment dans les milieux « queers », et divers courants de pensée à la mode actuellement, où certains d'entre-eux s'imaginent être des « xénogène renard » (!), ou autres phantasmes de ce genre. Ce qui passerait presque naturellement chez les gamins en bas âges (et encore, pas sûr...).

Dans des cas comme ça il est difficile pour un jeune militant de mûrir et devenir adulte, car la vie est semée d'embûches et d'épreuves de toutes sortes plus ou moins difficiles. On ne peut pas faire la sociale avec des asociaux nombrilistes.

Si, il y a bien un lieu où l'infantilisation de l'individu est optimum, c'est bien dans le monde du travail. A commencer par l'organisation du travail où tout est mis en œuvre pour que le travailleur ne se pose pas de question, en particulier dans l'industrie. Ainsi tout esprit d'initiative tant vanté par les patrons est tué dans l'œuf, également tout esprit d'indépendance, et si tu n'es pas content, il faut que tu en

cause avec ton syndicat, car lui seul peut t'aider à te « défendre » face à la direction. Le syndicalisme réformiste qui est une institution, n'est qu'un organe de cogestion du capital, partenaire social comme on dit, la boucle est bouclée. Avec un syndicalisme de cogestion/proposition, en supprimant tout esprit d'indépendance, d'analyse, d'autonomie, de solidarité, en favorisant l'individualisme à outrance le travailleur est ainsi atomisé et seul face à l'employeur. Ce qui peut expliquer des vagues de suicide chez EDF par exemple.

Les divers métiers considérés jadis comme « nobles » en particulier dans l'aéronautique sont segmentés au maximum pour finalement, réduire l'activité professionnelle à de simples mouvements répétitifs, pour laquelle le premier individu venu, pourrait presque réaliser le même TAF avec une formation rapide et sommaire. Une profession, même et surtout, un métier manuel, plus il est complexe plus il donne du pouvoir au travailleur face à la hiérarchie, plus il est simple, plus l'ouvrier (ou l'employé) fait figure de fusible interchangeable.

Une autre marotte de cette infantilisation est le sujet de la sécurité au travail où les CSE (ex CHSCT), veillent aux procédures et surveillent tout accident ; auquel cas ils sensibiliseront le travailleur avec un brin de culpabilisation, comme si les premiers responsables des accidents de travail étaient les ouvriers eux-mêmes ! Vous glissez dans les escaliers, une note sera affichée pour sensibiliser tout le monde, vous vous frappez malencontreusement les doigts avec un gros marteau, et vous êtes obligé de prendre deux ou trois jours d'ITT. Une affiche encore une fois pour sensibiliser les ouvriers (des fois qu'ils seraient trop cons pour comprendre...), nous sommes considérés comme des enfants à l'école maternelle.

Il est évident que dans ces circonstances le prolétariat est loin d'être libéré de son aliénation, puisque certains travailleurs sont persuadés de pouvoir prendre leur retraite à 45 ans s'ils jouent le jeu du mercantilisme/marchandise que la société offre, à condition de faire des heures sup à gogo (vu pour de vrai). Quand on encourage le nombrilisme il est également évident que ça n'encourage pas à se battre en collectif, ou alors on se rabattra dans des collectifs identitaires - racialisation, genre, orientation sexuelle-, ou encore sur la région, la patrie, les fronts populistes ou nationalistes, voire le club de foot ou de rugby que l'on supporte, c'est à dire tout ce qui reproduit l'illusion d'une communauté mais qui aboutit systématiquement à l'atomisation de l'individu.

Le prolétaire ainsi infantilisé et donc paternalisé (c'est la même chose), comme il se doit, n'est plus alors un prolétaire aux yeux de l'état et la bourgeoisie, mais un citoyen avec des droits et des devoirs qu'il doit à la société bourgeoise, et si tu n'es pas bien dans cette société alors un catalogue de toutes sortes de bouc émissaire te sera proposé : étrangers/blancs/noirs/arabes/hommes/hétérosexuels/femmes/homosexuels, etc... Et si vous avez une hésitation la télé et internet pourront vous aider à faire votre choix.

Beaucoup de gens viennent nous voir régulièrement et nous demandent, parfois nous engueulent pour savoir ce que nous faisons pour les travailleurs, et nous disent que la CGT ou FO font ceci ou

cela, mais ces gens-là, sont rarement militants ou adhérents à ces centrales, et jamais ils n'envisagent d'être militant dans une structure où ils pourraient être acteur de leur vie, ils s'en remettent systématiquement à ceux qui font, sans jamais enlever leurs mains des poches. C'est une attitude de consommateur. Les usines feront tout pour se protéger des accidents de travail, en se cachant souvent derrière la maladresse des ouvriers, sous peine de payer des amendes. Mais jamais on ne remettra en cause les conditions de travail et certainement pas l'organisation du travail en lui-même.

Et d'ailleurs l'organisation du travail ce devrait être aux ouvriers et employés qui devraient être acteurs, et de lutter par exemple, pour que les primes puissent compter comme points retraite, le refus des heures supplémentaires obligatoires ou pas obligatoires d'ailleurs. Il faudrait que les travailleurs puissent déterminer eux même le temps de travail, le rythme du travail, l'établissement des horaires, et l'embauche et la débauche ne devraient pas être laissés à l'arbitrage patronal, mais au contrôle des travailleurs par des comités qui élisent des élus en mandat impératif, non renouvelable et révocable à tout instant". Mais si le prolétariat est constamment infantilisé et attend que quelqu'un fasse pour eux comme un papa ou une maman, peu de chance que le prolétariat se libère de lui-même, et il sera contraint ad vitam aeternam à subir.

Il est évident que la société et le monde dans lesquels nous vivons, obéissent à une réalité bien précise qui est celle de la circulation des

biens et des marchandises, et les idéologies qui dérivent de ce règne sont acceptées par la société. Et en conséquence nous assistons à une dissolution du prolétariat en multitude de pseudos identités, en nombrilisme, poussant à la surprotection car traumatisé par je ne sais quelle contrariété, de facto, faisant appel constamment à l'état, pour toute sorte de protection, et y compris et forcément par la répression. Pour la libération du prolétariat, il faut être adulte.

1- «*xénogène renard*», est l'une de ces fantaisies vue sur Youtube, où il est inventé une pseudo idéologie politique sur le genre, dont le xénogène. C'est à dire des gens qui ne sont pas nés sous la bonne espèce animale. Ne riez pas.



QUELQUES RÉFLEXIONS D'UN ANARCHISTE SUR L'ÉTAT

«*L'État est le plus froid des monstres froids*»

F. NIETZSCHE

Si le mouvement anarchiste se distingue par la multiplicité des sensibilités et des courants qui le composent, il y a au moins un point sur lequel tous les anarchistes (ou à peu près) se retrouvent, c'est la

critique de l'État, le refus de l'État. Certes les anarchistes ne sont pas les seuls à dénoncer le rôle de l'État et nombre de penseurs l'ont critiqué parce qu'il est à la fois une menace pour les libertés individuelles et le défenseur d'un système économique, source d'injustices et d'inégalités. Malgré cela, pour l'immense majorité des individus, l'État reste une institution absolument nécessaire au fonctionnement de la société ; pour le commun des mortels la vie en société sans un État est impossible et les anarchistes qui affirment l'inverse sont des utopistes. Cette croyance fait que les gens acceptent la présence d'un État au-dessus d'eux, obéissent aux lois qu'il édicte, acceptent ses sanctions et ses diktats même quand ils nuisent gravement

à leurs intérêts. La critique de l'État se fonde pourtant sur une riche tradition historique, anthropologique ou philosophique et de nombreux scientifiques anarchistes l'ont enrichi. A l'évidence, ce désir de comprendre les origines de l'État, sa finalité, ses outils pour mieux le contester doit revigorer le projet anarchiste d'émancipation de l'humanité. Mais d'abord qu'est-ce que l'État ?

La définition du dictionnaire est claire ; un État se définit par la conjonction de 3 éléments : une population, un territoire géographique et une organisation politique centralisée.

Ces 3 éléments sont liés et absolument nécessaires ; l'organisation politique centralisée doit exercer sa puissance sur une population donnée dans un territoire délimité par des frontières. Puisque l'État est une organisation politique centralisée, on comprend que la puissance d'un État est directement liée aux tailles respectives de sa population et de son territoire. L'État est une invention des humains, il

n'a pas toujours existé et même sa naissance est récente, les archéologues la situent il y a 6 ou 7000 ans alors que notre espèce existe depuis deux ou trois cent mille ans. Pendant tout ce temps des sociétés dites primitives ont vécu sans État, sans pouvoir politique centralisé, non par ignorance mais parce que nous a dit Pierre Clastres elles refusaient consciemment l'État. Ces humains qui vivaient « sans foi, sans lois, sans rois » selon les descriptions des conquérants européens refusaient d'être dominés, d'avoir à obéir et avaient mis en place des mécanismes pour empêcher l'apparition d'un pouvoir politique contraignant.

A un moment donné, ces mécanismes n'ont



plus fonctionné et les premières cités états sont apparues sans doute au moyen orient. La création de ces cités-états est dans la mythologie toujours associée à un dieu bienfaisant et en conséquence présentée comme un progrès considérable pour les peuples concernés. Ainsi, dans la Grèce antique, toutes les cités ont un dieu ou un héros protecteur fondateur de la cité, tous leurs citoyens revendiquent avec fierté leur appartenance à leur cité (nationalisme) et méprisent tous les peuples sans État qui sont vus comme des barbares, des sauvages incultes. Cette conception qui tend à faire des peuples sans état des peuples encore dans l'enfance, dont l'évolution n'est pas achevée, des peuples donc qui souffrent d'un manque, est depuis le point de vue dominant. La quasi-totalité des penseurs partage cette conception et même les philosophes qui perçoivent le caractère liberticide de l'État le voient comme un mal nécessaire. Ainsi au quatrième siècle Saint Augustin déclare : « l'État est intrinsèquement coercitif dans ses méthodes et implique la domination d'un être humain sur un autre, de sorte qu'il n'aurait jamais pu exister dans le Jardin d'Éden .Une telle institution est regrettable, mais acceptable dans les circonstances présentes ». En réalité, Saint Augustin n'est ni le seul, ni le premier à critiquer l'État, la résistance à l'État est probablement aussi vieille que lui et James C. Scott a montré dans son livre « Zomia » que de tout temps, des populations n'ont pas hésité à fuir dans des régions inhospitalières pour ne pas subir son oppression. Pourtant ce n'est qu'au seizième siècle qu'un tout jeune homme Étienne de la Boétie trouve la force d'exprimer ce sentiment de révolte dans son livre « Discours de la servitude volontaire ». L'État nous dit-il, ne tire sa force, ne doit son pouvoir qu'à la démission des populations qui acceptent volontairement de vivre soumises et d'obéir à ses diktats. Au dix-septième siècle, Thomas Hobbes, fidèle serviteur de l'état anglais va nommer « contrat social » ce que La Boétie dénonçait comme soumission volontaire. Quand ils étaient dans le jardin d'Éden (le paradis de l'ancien testament), les hommes ne souffraient d'aucun maux, tous leurs désirs étaient immédiatement réalisés. Expulsés du paradis, ils se sont retrouvés dans un monde où les ressources étaient rares et obligés de

travailler. Du coup pour s'approprier les ressources, ils sont rentrés en guerre les uns contre les autres; l'homme est alors devenu un loup pour l'homme. Pour mettre fin à cette situation de guerre perpétuelle, les hommes auraient selon Hobbes choisi de passer entre eux un contrat social en désignant un roi tout puissant et omniscient en charge de leur protection, ils renonceraient ainsi à leurs droits dits naturels (leur liberté) en échange de la protection par l'État. En fait, le rôle de l'État nous dit Thomas Hobbes, est d'assurer la sécurité des riches, d'éviter que les pauvres volent la propriété des nantis par ce que le fait d'être riche est préférable à la pauvreté. Implicitement, Hobbes nous dit que plus on est riche, plus on est libre, plus on a de capacités à jouir ; il justifie donc la course à l'accumulation de biens.

Au dix-huitième siècle, Jean Jacques Rousseau va préciser cette théorie du contrat social : pour lui, l'homme primitif était naturellement bon mais la vie en société l'a corrompu et donc la loi et l'État sont devenus nécessaires. Dans son « Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes » (1755), il lie la naissance de l'État à l'apparition de la propriété : « le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisait de dire « ceci est à moi », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. » écrit-il. L'apparition des inégalités conséquence de celle de la propriété est donc liée à celle de l'État lequel peut être une menace pour la liberté ; celui-ci doit donc impérativement être régi par des lois et personne ne peut être au-dessus des lois car précise Rousseau « où cessent la vigueur des lois et l'autorité de leurs défenseurs il ne peut y avoir ni sûreté ni liberté pour personne ». C'est ce même souci de protéger la liberté des citoyens des abus de l'État qui va amener Montesquieu à inventer le principe de séparation des pouvoirs. Selon lui, pour limiter le pouvoir de nuisance de l'État, clairement vu comme une menace pour la

liberté des individus, ses trois pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, doivent être exercés par des entités différentes et séparées.

Si depuis Montesquieu, tous les régimes démocratiques appliquent et se satisfont de ce principe censé protéger les droits fondamentaux de leurs citoyens, les deux principaux courants idéologiques apparus au dix-neuvième siècle vont affirmer la nécessité de l'abolition de l'État pour faire advenir une société libre et harmonieuse. Théoricien de l'anarchisme, Bakounine écrit « L'État, c'est le mal, mais un mal historiquement nécessaire, aussi nécessaire dans le passé que le sera tôt ou tard son extinction complète » et dans « Misère de la philosophie », Karl Marx prédit que « la classe laborieuse substituera dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association

Le marxisme en tant que projet d'émancipation de l'humanité a définitivement échoué et les crimes commis en son nom font qu'il est à ranger dans les poubelles de l'histoire. Pour autant la nécessité d'une transformation radicale de l'organisation politique et économique du monde n'a jamais été aussi impérieuse qu'en ce début de vingt et unième siècle

qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit. ». Si ces deux courants révolutionnaires partagent le même objectif, chose que même Lénine, bourreau des anarchistes russes, reconnaît puisque dans « L'État et la révolution » il écrit « quant à la suppression de l'État comme but, nous ne nous écartons pas des anarchistes » marxistes et anarchistes vont diverger sur la méthode à adopter pour parvenir à la société communiste. Pour les marxistes on doit impérativement passer par une phase intermédiaire, la dictature du prolétariat, période dans laquelle les classes sont abolies mais où subsiste un État prolétarien qui maintient une dictature de fer. Marx dans « Critique du programme de Gotha » affirme : « entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de la première à la seconde. A cette période correspond une période de transition politique pendant laquelle l'État ne peut être

autre chose que la dictature du prolétariat » et Lénine pour justifier la dictature qu'il instaurera en Russie déclarera « Est seul marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat ». Sur ce point les anarchistes vont s'opposer radicalement aux marxistes et Bakounine va par exemple déclarer : « Les marxistes prétendent que la dictature, seule - leur dictature bien évidemment - permettrait d'exprimer la volonté populaire. Notre réponse est celle-ci : nulle dictature n'a d'autre objectif que sa perpétuation et elle ne peut conduire qu'à l'esclavage du peuple la tolérant ; la liberté ne peut résulter que de la liberté, c'est à dire de la rébellion du peuple laborieux et de sa libre organisation ». Ces divergences s'expliquent par une conception différente du rôle de l'État : pour les marxistes l'État est un pouvoir politique mis en place en vue du maintien des privilèges sociaux et de l'exploitation économique, il protège la domination de la classe bourgeoise sur la classe des prolétaires et donc, une fois la révolution accomplie, il peut être utilisé pour assurer la domination de la classe prolétaire sur toute la société. Marx pense que l'économie est le moteur de l'histoire et donc l'apparition de la propriété, d'où procède la division de la société en classes antagonistes, précède la création de l'État qui n'est qu'une conséquence de cette création. Pour Marx, l'État est un simple instrument qui peut être utilisé pour diverses choses : le même outil qui est indispensable pour assurer la résilience de la société de classes pourrait donc servir à les abolir et ce par l'instauration de la dictature du prolétariat devant conduire à l'avènement de la société communiste. Au contraire, pour les anarchistes la création de la propriété et de l'État sont simultanées, absolument liées (1), la propriété ne peut pas exister sans l'État et inversement, l'État n'a pas lieu d'exister sans la propriété. L'un ne peut pas exister sans l'autre et donc nécessairement on ne peut pas abolir l'un sans abolir l'autre. L'instauration d'une société communiste libertaire, véritablement, égalitaire et démocratique implique donc simultanément l'abolition de la propriété privée, des classes sociales et de l'État en même temps.

L'histoire récente (URSS, Chine, Corée du

nord, Cuba etc...) a suffisamment prouvé qu'abolir la propriété et donc les classes sociales sans abolir l'État aboutissait inmanquablement à partir des personnels au service de l'État à la recréation d'une classe de maîtres privilégiés, imposant sa volonté au reste de la société.

Le marxisme en tant que projet d'émancipation de l'humanité a définitivement échoué et les crimes commis en son nom font qu'il est à ranger dans les poubelles de l'histoire. Pour autant la nécessité d'une transformation radicale de l'organisation politique et économique du monde n'a jamais été aussi impérieuse qu'en ce début de vingt et unième siècle : Dérèglements écologiques, guerres, risques de guerre mondiale, menaces nucléaires, catastrophes industrielles etc..., on n'en finirait pas d'énumérer les périls qui menacent les fondements de la vie sur terre. Alors que pendant plus de deux mille siècles, les humains regroupés dans des sociétés sans pouvoir central, sans chefs, sans lois, (et donc en anarchie) ont vécu dans une relative harmonie avec la nature, depuis l'invention de l'État et de la propriété, ces mêmes humains exclusivement préoccupés de profit immédiat ont en quelques siècles (2) réussi à fragiliser à l'extrême tous les équilibres naturels. Alors que les sociétés primitives dépendantes des ressources offertes par la nature limitent la taille de leur population, les états cherchent par tous les moyens (religion, mesures diverses...) à l'accroître car c'est un élément de leur richesse et de leur puissance. Alors que dans les sociétés primitives, il suffisait que chacun librement travaille deux ou trois heures par jour pour assurer à tous une vie agréable, les états assistés par les religions ont transformé en une contrainte obligatoire la vente au plus offrant de notre force de travail. Alors que ceux que l'on appelle sauvages refusent de travailler plus que le strictement nécessaire pour assurer leur subsistance, n'éprouvent aucune envie de s'enrichir ou d'accumuler des biens, veillent toujours à ne pas épuiser les ressources naturelles, l'homme dit moderne devenu esclave de son appétit de consommation et de son insatiable quête de profit va travailler à outrance et exploiter jusqu'à épuisement total toutes les ressources d'un territoire. Cette volonté de s'approprier un maximum de

richesses, d'accroître au maximum la masse de ses biens est depuis l'apparition de l'État et de la propriété devenu le moteur de toutes les activités humaines, et en corollaire elle explique la guerre des États entre eux, des classes sociales entre elles, des hommes entre eux et des hommes contre la nature. Mettre fin à ces guerres est devenu un impératif urgent et il est donc impératif d'en finir avec l'État. L'anarchisme, qui a toujours dénoncé les nuisances de l'État, qui a toujours affirmé que la construction d'une société sans état était possible et souhaitable est aujourd'hui la seule option réaliste. A Marx qui voulait se servir de l'État pour transformer radicalement la société, Kropotkine rétorquait : « demander à une institution, qui représente une croissance historique, qu'elle serve à détruire les privilèges qu'elle s'applique à développer, c'est se reconnaître incapable de comprendre ce qu'est dans la vie des sociétés une croissance historique. C'est méconnaître cette règle générale de toute la nature organique : que des nouvelles fonctions demandent de nouveaux organes et qu'elles doivent les élaborer elles-mêmes ». Avec Kropotkine, nous affirmons que puisque l'évolution est capable d'inventer de nouveaux organes pour remplacer des organes devenus inopérants du fait d'événements fortuits, nous les humains nous devons puisque l'État est devenu un danger mortel pour notre survie être capables d'inventer très vite de nouvelles institutions pour gérer la communauté humaine.

(1) *J.J.Rousseau avait au dix-huitième siècle bien vu ce point puisque en même temps qu'il déclare « ceci est à moi », le premier propriétaire clôture son terrain, affichant ainsi aux yeux de tous sa force, son pouvoir et sa volonté de défendre sa propriété, toutes choses qui caractérisent l'État*

(2) *les premiers États ont été fondés il y a environ 70 ou 80 siècles mais il a fallu attendre les premiers siècles de notre ère pour que l'emprise des états sur la planète devienne quasi totale*



Quelques petit rappels historique, aux antifascistes et à la gauche électorale

A chaque élections, nous avons droits, aux sollicitations de la gauche et de l'extrême gauche du capital pour nous sommer de voter contre le fascisme, et il faut bien reconnaître que ces dernières années, LePen est arrivé deux fois de suite au second tour des pestilentielles. L'argument massues de ces braves gens est de dire qu'en 1936 la CNT avait appelés aux urnes pour faire barrage au fascisme.

Non seulement rien n'est plus faux, mais cela relève aussi d'une méconnaissance du mouvement anarchiste en général et de l'anarchosyndicalisme espagnol en particulier.

Le 9 février 1936 soit pile 1 semaine avant les élections du 16 février, le journal de la CNT-AIT de Catalogne « Solidaridad Obrera », disait

dans leur une « Contre le fascisme criminel, maintenant et toujours ; pas dans les urnes : dans la rue . Une seule manière pourra solutionner les problèmes de la classe travailleuse : avec la révolution sociale , réalisée par le prolétariat uni, en marge de la lutte politique ». L'abstentionnisme chez les anars n'est pas une vue de l'esprit, une quelconque coquetterie politique. Que les gens qui nous donnent des leçons de morales, nous traitent de confus politique, voire de rouge-bruns dans les réseaux antisociaux se le disent.

Il y a une marotte que partagent l'ensemble de la gauche du capital, jusqu'à son pendant « ultra-gauche » Luxemburgo-Bordiguiste (leur fameux réflexes sociaux-démocrates plus ou ou moins issus de Lénine), qui est de signifier que les Anarchistes de la CNT et de la FAI ont tout de même participer au gouvernement bourgeois de la seconde république espagnole. Quand on valorise comme le fait cette gauche capitaliste à ce point la lutte antifasciste, cela signifie vouloir créer une société capitaliste idéale, sans violence, mais une société capitaliste quand même. La perversion est que les ministres « anarchistes » ont participer au gouvernement par antifascisme, pour un soi-disant réalisme.

Dans la presse militante de gauche, son « extrême » et son « ultra » (les mêmes qui parlent des ministres anarchistes), quand il s'agit d'évoquer la nature des deux régimes républicains tout d'un coup on y trouve moins de monde.

En effet depuis la fondation de la CNT d'Espagne et en particulier à

partir de juin 1931, c'est à dire le jour ou la CNT tint son congrès de réorganisation. Adopta une série de résolutions sur les question d'organisation et de tactique et réaffirma son idéal anarchosyndicaliste. Cette déclaration devait lui attirer l'hostilité des politiciens et de tous ceux qui confondent la conquête de l'assiette au beurre dans la république avec l'émancipation sociale du prolétariat.

Ainsi de 1931 à 1933, pendant l'époque « démocratique », environ 800 militants de la CNT sont assassinés par la police et jusqu'en mai 1936, il est impossible à la CNT de se réunir pour organiser un nouveau congrès. Un groupe de réformiste réussit en 1933 et avec l'aide des politiciens bourgeois, à provoquer la scission d'un certain nombre de syndicats oppositionnels, ce qui en passant nous pose la question de la nature des scissions que nous avons eu à subir en ce qui concerne notre confédération.



Les cadavres de Casas Viejas en janvier 1933.

La république bourgeoise poursuit son travail de destruction de la CNT , par différentes voies. Notamment une nouvelle loi sur les associations, en date du 8 avril 1932, soumet tous les syndicats au contrôle de l'état et à son arbitrage dans les conflits du travail. La CNT refuse et reste fidèle à l'action directe, qui non seulement refuse l'arbitrage officiel mais refuse également de déposer les listes d'adhérents à la police. A la fin de la domination républicano-socialiste en été 1933, une nouvelle tentative d'assener le coup de grâce à la

confédération anarchiste : le parlement de la république bourgeoise fait voter une loi contre le vagabondage. Le but de cette loi été d'interner les militants actifs dans des camps de concentration comme éléments instables et « socialement dangereux » formule créée par la loi en question. Ascaso et Durruti ont eu à subir une inculpation de genre.

Au cours des années 1931-1936, la CNT avait mené une série de grèves qui , toutes furent déclarées illégales par le gouvernement du moment qu'ils furent de gauche ou de droite. Les revendications de la CNT étaient les suivantes : augmentation des salaires et abolition des hauts traitements, sans changement des prix pour les usagers. Le gouvernement élu de fraîche date combattit la grève et engagea des briseurs de grève affilié à l'UGT et dans la foulée transforma le mouvement en lutte politique.

A la même époque, l'assassinat d'un militant anarchosyndicaliste à Séville provoqua un sursaut de révolte dans la population. Environ 20

travailleurs furent abattus par balles de la police, 4 prisonniers fusillés au cours d'une « tentative de fuite » et, pour finir l'artillerie bombardra, sur ordre du gouvernement républicano-socialiste, la maison où se trouvait le local de la CNT !

En 1933, 400 employés de tramway anarchosindicalistes furent jetés à la rue, après une dure grève de 4 semaines, et remplacés par des syndiqués réformistes.

A plusieurs reprises il y eut des révoltes ouvertes contre l'état, avec comme but immédiat la réalisation du communisme-libertaire. Et par mesure de répression le gouvernement républicano-socialiste fit déporter 120 anarchistes catalans dans les colonies d'Afrique où plusieurs d'entre eux moururent. En janvier 1933 éclata, dans quelques régions d'Espagne, une nouvelle révolte. Elle fut écrasée, après l'effroyable tragédie de Casa Viejas, où la police se livra à un massacre odieux, obéissant bien entendu aux ordres gouvernementaux : « pas de blessés ! », « pas de prisonniers ! », la lutte destructrice contre la CNT était menée par tous les moyens. Tout était bon : la violence brutale et la calomnie !

Les organes des partis de gauche ne manquaient jamais d'insinuer que la CNT travaillait à la solde du fascisme. En juin 36 encore, les républicains bon teint pouvaient vous chuchoter à l'oreille que la CNT et les fascistes collaboraient pour mener une attaque contre la république. « Calomniez, calomniez il en restera toujours quelque chose » disait un dignitaire nazi.

Et pourtant le 19 juillet 1936 les compagnons de l'époque montèrent sur les barricades et firent ce que la FAI et la CNT avaient toujours préconisé.

Le front populaire d'Espagne quant à eux, ils ont fait ce que font toujours les sociaux-démocrates et leurs cousins Léninistes, ils liquidèrent toute organisation autonome issue du prolétariat, ils réorganisèrent les forces répressives et toutes les forces du prolétariat furent mises au service de la production, et pas toujours de façon très libertaires. L'apologie de la grande industrie et des efforts productifs

de l'état, l'apologie du travail, la répression des groupes de travailleurs qui luttèrent contre l'exploitation (y compris dans l'agriculture et l'industrie collectivisées), le stakhanovisme, le syndicalisme d'état, la brutale augmentation du taux d'exploitation ont été et est généralement le processus contre-révolutionnaire habituel, dirigé par le parti socialiste espagnol, le PCE, la gauche en général, avant même l'arrivée des ministres « anarchistes ». Ne nous y trompons pas, tout appel à travailler dans une situation révolutionnaire, est généralement un appel à développer le capitalisme, la force et l'énergie du prolétariat révolutionnaire est ainsi anéantie dans le travail, le programme économique-social de la social-démocratie en général et de Lénine en particulier est donc de développer le capital, et pour ce faire font du capitalisme d'état et envoient les ouvriers au boulot de gré ou de force. A la CNT-AIT de Toulouse il y a déjà quelques années nous avons eu un témoin de cette époque, qui pour armer les milices, faisait du trafic d'armes entre la France et l'Espagne, et qui a eu l'honneur et l'avantage de connaître les geôles républicaines puis ensuite franquistes, il les haïssait autant les uns que les autres.

Source : Espagne Libertaire de A et D Prudhommeaux



1948 : quand les communistes et la CGT expulsaient les anarchistes espagnols de leur local, récupéré lors des combats de la Libération de Paris.

Depuis une vingtaine d'années, une littérature abondante s'est faite pour vanter la participation des anarchistes à la Libération de Paris, non sans exagération souvent, faisant de la centaine de membres¹ de l'avant-garde de la Nueve, la 9^{ème} compagnie de la 2^{ème} DB, entrés les premiers à Paris le 24 août 1944, les quasi seuls libérateurs de Paris².

Mais un autre fait d'arme des anarchistes espagnols dans la lutte pour la libération de Paris des occupants nazis est resté dans l'oubli. Peut-être parce que son épilogue est assez peu glorieux pour la gauche française, et que par conséquent il ne peut pas se prêter à la reconstruction mythologique d'une unité antifasciste... Après la défaite de la Révolution et la République espagnole, début

1939, des centaines de milliers de révolutionnaires espagnols se sont réfugiés en France pour fuir les persécutions des fascistes franquistes. La République française, plutôt que d'accueillir ces combattants de la liberté les fit enfermer au titre « d'étrangers indésirables » dans des camps de concentration, terme administratif consacré de l'époque. Vichy n'eut pas besoin de mettre en place un dispositif spécial d'internement pour eux, il était déjà en place quand Pétain se vit confier les pleins pouvoirs par la Chambre des députés du Front Populaire Certains espagnols réussirent à s'échapper, d'autres furent incorporés dans des « Compagnies de travailleurs étrangers » (CTE). Petit à petit, les anarchistes espagnols reconstituèrent dans la clandestinité leurs organisations militantes. Toutefois à la différence des communistes espagnols qui étaient inféodés à la Résistance française (FTP), les anarchistes gardèrent leur autonomie de décision et d'action.³

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Anarchistes dans la guerrilla antifranquiste
Lundi 23 septembre 2024
au local CNT-AIT, 7 rue St Remesy,
Toulouse à partir de 20h30

A bas toutes les guerres!
Samedi 9 novembre 2024
à partir de 14H, rue du général DeGaulle,
Auch (32)
hall Lauzun, salle LEVA

Le Collectif des Travailleurs de
l'Aeronautique et d'Ailleurs
Organise régulièrement des réunions sur la
situation économique du secteur de
l'Aeronautique
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT
Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
Continue ses actions en
faveur des réfugiés et notamment des mineurs
isolés. Nous avons besoin
de votre soutien ! Nous sommes aussi
demandeur de soutien sous forme de temps à
partager pour
nos activités, de fournitures scolaires ou produits
de première
nécessités. n'hésitez pas à passer aux
permanences le samedi après midi
à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des
personnes qui se retrouvent dans
les principes, tactiques et finalités de
l'Anarchosyndicalisme, et
souhaitent commencer à oeuvrer localement
pour diffuser nos idées et nos
pratiques.
Si vous aussi vous souhaitez créer localement
une initiative CNT-AIT, ou
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à
prendre contact avec nous
par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou
par courrier (CNT-AIT, 7
rue St Rémy 31000 TOULOUSE)

A Paris, le Mouvement Libertaire espagnol (composé des militants de la CNT-AIT espagnole et de la Fédération anarchiste ibérique, FAI), s'était regroupé et se tenait prêt à agir le moment venu. Il est vrai qu'à la différence de nombre des résistants français, ils avaient une certaine expérience de la lutte armée contre le fascisme, après les 3 ans de guerre en Espagne. Le moment venu ce fut le soulèvement de la population parisienne, le 19 août 1944. Les compagnons espagnols jetèrent alors leur force dans la bataille. Ils attaquèrent un immeuble situé 6 rue de la Douane, dans le 10ème, local de la CGT avant-guerre et qui était désormais occupé par des collaborateurs des nazis. Les espagnols les en expulsèrent, le transformant en poste de surveillance en cas de contre-attaque.

A la Libération, la CGT reconstituée décida de laisser aux compagnons espagnols le local qu'ils occupaient, en remerciement de leurs actions à la Libération, et aussi en solidarité car la lutte continuait de l'autre côté des Pyrénées.

Toutefois le climat devait vite changer avec l'irruption de la Guerre Froide. D'une part, le Parti communiste espagnol (PCE) essaya, par l'intermédiaire de l'Union nationale espagnole, d'asseoir son hégémonie sur la masse des exilés espagnols. L'échec sanglant de l'invasion manquée du Val d'Aran (Opération Reconquête de l'Espagne) en octobre 1944, aventure à laquelle le Mouvement Libertaire refusa de se soumettre, attisa encore plus la haine des Communistes espagnols envers les anarchistes. Mais du côté des communistes français aussi, la haine anti-anarchiste fut attisée par deux événements successifs :

D'abord le départ des anarchosyndicalistes français de la CGT, qui constatant la mainmise stalinienne dictatoriale sur le syndicat préférèrent s'en retirer et créer en décembre 1946 leur propre organisation, la CNT-AIT française, toujours active de nos jours. Dès sa création, la CNT-AIT connut un certain succès car elle était alors la seule organisation ouvrière indépendante, tant des communistes que des gaullistes.

Si bien qu'ensuite, en 1947, ses militants jouèrent un rôle significatif – même si resté dans l'ombre – dans la grande grève de l'usine de Renault de Boulogne Billancourt. Cette grève eut deux conséquences négatives majeures pour le Parti Communiste : pendant le temps de la grève, le contrôle du PC et de la CGT sur les travailleurs se volatilisa et durant la grève, ils durent quitter le gouvernement ...

C'en était trop pour le PC qui voyait derrière ces deux événements la main des anarchosyndicalistes espagnols. Il fallait donc les expulser de leur local, qu'ils avaient gagné de haute lutte pendant la Libération. Les intimidations des « gros bras » de la CGT n'eurent aucun effet sur les anarchistes espagnols qui en avaient vu d'autres et des plus coriaces. Aussi, plutôt que d'utiliser la force, les communistes usèrent de la légalité républicaine. Le PC chargea donc la CGT d'intenter un procès pour « occupation sans droit ni titre » à Solidaridad Obrera, le journal de la CNT-AIT espagnole qui avait ses bureaux dans les locaux occupés. Bien entendu, les anarchistes espagnols perdirent leur procès et furent condamnés à être expulsés. Libération ou pas, force devait rester à la Loi Républicaine et au sacro-saint « droit de propriété ».

Les anarchistes espagnols, ne voulant pas leur faire le plaisir d'une expulsion par la force publique préférèrent partir d'eux même, comme le relate un article de Solidaridad Obrera d'avril 1948 que nous avons retrouvé dans les archives et traduit.

A l'occasion de la commémoration des 80 ans de la libération de Paris, que certains soit disant « anarchistes » vont célébrer en compagnie de représentants du Parti Communiste, sous les auspices de la Mairie de Paris qui aujourd'hui expulse des migrants exilés, il nous a semblé opportun de rappeler cette page oubliée de notre histoire, afin que chacun sache bien qui sont ses véritables alliés, et qui sont ses faux amis ...

Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

Appel à nos lecteurs :

Tout d'abord

Merci pour votre fidélité à Anarchosyndicalisme le journal, comme toute presse écrite militante doit pour chaque numéro faire face à des difficultés de trésorerie. Tour de force contre vents et marées il paraît son prix reste pour l'heure inchangé 2€ le numéro. Mais paradoxalement, nous avons un lectorat fidèle à nos contenus qui nous donnent une crédibilité par la visibilité des valeurs et idées que nous affichons et est souvent cité depuis les six dernières années à l'extérieur.

Mais nous avons besoin de renouveler le matériel et le logiciel pour sa fabrication.

Deux ordinateurs portables sont nécessaires pour assurer la fabrication du journal et le fonctionnement en réseau de la CNT-AIT avec une communication optimum. Nous lançons donc un appel à don militant pour pouvoir continuer à vous livrer un journal de qualité. Et assurer une liaison nécessaire et indispensable de région à région,

Sentiments
Anarchosyndicalistes

Adresse de contact pour la réception des dons
CNT-AIT 7 rue Saint Rémésy
31000 Toulouse

contact@cntait.info
contact@ctaitoulouse.lautre.net



À BAS TOUTES LES GUERRES !
Une mise en question du bellicisme des États.

**Conférences
Débats
Concert**

Venez nombreux ce sera SYMPA !

Samedi 9 novembre
Hall Lauzun, salle LEVA

Rue du général de Gaulle,
à Auch, en face du Hall du Mouzon

Entrée libre, à partir de 14H00

**LUNDI
23 SEPTEMBRE**

**AU LOCAL
7, RUE
SAINT REMESY
31000 TOULOUSE**

CONFERENCE DEBAT

**DES ANARCHISTES
DANS LA GUERRILLA
ANTI-FRANQUISTE**

**A PARTIR DE 19H30
AUBERGE ESPAGNOLE**

M · A · Q · U · I · S
ANARQUISTAS EN LA GUERRILLA.

**A PARTIR DE 20H30 : CONFERENCE DISCUSSION
INTRODUITE PAR LE COMPAGNON CHOWY DU PROJET NI
CAUTIVOS NI DESARMADAS**

Organisé par la CNT-AIT, avec la participation de SIA



contact@cntaitoulouse.lautre.net
http://www.ctaitoulouse.lautre.net
Solidarität Internationale Anarchisten
de.toulouse@ctaitoulouse.net



Anarchosyndicalisme ! en allemand :

Deutschsprachige Ausgabe Zeitung der CNT-AIT Frankreich

des compagnons de la CNT-AIT d'origine allemande ont traduit dans la langue de Rudolf rocker et de Thomas Helmut des articles de notre journal anarchosyndicalisme. Pour ceux qui souhaitent les lire, ils peuvent le télécharger en ligne (<https://cnt-ait.info/2024/07/08/as-186-de>) ou nous écrire pour recevoir la version imprimée

Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers. Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail (contact@cnt-ait.info) Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



Trois nouveaux objecteurs de conscience israéliens en prison : « Nous ne participerons pas au génocide »

Yuval Moav de Kfar Neter, Oryan Mueller de Tel Aviv et Itamar Greenberg de Bnei Brak ont été condamnés début août pour refus de rejoindre leur service militaire obligatoire. Tous trois sont envoyés à la prison militaire de Neve Ztedek. Ils devraient être jugés à plusieurs reprises pendant plusieurs mois. Depuis le début de la guerre, le réseau israélien de soutien aux refuzniks Mesarvot soutient des réfractaires tels que Tal Mítnik (185 jours de prison), Sofia Orr (85 jours) et Ben Arad (95 jours). Les trois réfractaires emprisonnés cette semaine ont reçu les conseils et le soutien des réfractaires précédents. Mesarvot nous a fait suivre un interview qu'ils ont donné au média en ligne +972 ainsi que leurs déclarations de refus lues devant le tribunal, que nous avons traduites et partageons pour faire entendre leur voix pour la paix le plus largement possible.



Les objecteurs de conscience Yuval Moav, Itamar Greenberg et Oryan Mueller. (Oren Ziv)

Les compagnes et compagnons de la CNT-AIT
Pour contacter Mesarvot : <https://linktr.ee/Mearvot>

Déclaration de refus – Oryan Mueller

Le cycle du sang et de la souffrance est au cœur de la vie entre le fleuve et la mer. Des millions de personnes, Juifs et Arabes, en ressentent quotidiennement les conséquences.

La vengeance est le mécanisme principal derrière le cycle du sang, et la guerre à Gaza est la manière la plus extrême dont l'État d'Israël profite de l'envie de vengeance pour faire avancer l'oppression et la mort en Israël/Palestine.

La lutte contre la guerre ne suffit pas. Nous devons combattre les mécanismes structurels qui la favorisent : le racisme systémique en Israël, le régime militaire d'apartheid géré de près en Cisjordanie, la montée de l'extrémisme violent et militariste au sein de la population juive d'Israël, l'industrie des colonies et bien d'autres facteurs.

Je viens d'une famille établie à Tel Aviv. Dès mon plus jeune âge, les discussions politiques dans mon environnement familial étaient un mélange de valeurs sionistes et de gauche. Les conversations sur l'occupation et la signification du service militaire étaient très

fréquentes. Quand j'ai commencé à m'interroger sur mon environnement, la question de l'armée a été au cœur des débats : comment se fait-il que l'armée israélienne permette et prête main-forte à toutes ces actions horribles qui vont à l'encontre de toutes mes convictions, alors que je suis obligé d'y participer ? N'y a-t-il pas d'autre solution ?

Comme tout le monde entre le fleuve et la mer, ma vie a changé de manière irréversible après le massacre du 10 octobre. Dès le début, l'activité opérationnelle à Gaza a apporté avec elle la mort et la destruction à une échelle jamais vue auparavant. Alors que la guerre se poursuivait, une image sinistre de la nouvelle réalité à Gaza est apparue : l'utilisation de la famine comme arme, la destruction de quartiers entiers, la création d'une crise des réfugiés d'une ampleur incompréhensible, l'extermination ciblée d'équipements et d'infrastructures médicales et le massacre de civils – en particulier d'enfants. Lorsque le poids de la vérité s'est abattu sur moi, j'ai compris qu'il ne suffisait pas de ne pas y prendre part. Le simple fait de l'éviter n'était pas une option. J'ai compris que je devais faire tout ce que je pouvais pour mettre fin à la mort et à la destruction – j'ai compris que je devais refuser.

Déclaration de refus – Yuval Moav

Je m'appelle Yuval Moav et je refuse d'être complice d'un génocide.

Je ne suis pas spécial. Comme les gens du monde entier, je vois ce que mon pays fait à Gaza et je suis à court de mots pour décrire l'horreur. J'appelle à traduire les criminels de guerre en justice. Pourtant, je comprends aussi que ce ne sont pas les actions de personnes individuelles qui ont amené l'opinion publique d'un pays entier à être aveugle et complice des crimes d'extermination. C'est un processus sociétal aux racines idéologiques profondes. De l'expulsion massive sur laquelle mon pays a été fondé au génocide de Gaza, le sionisme a fait souffrir des millions de personnes. Les tendances fondamentales de l'idéologie se sont révélées au cours de cette période. Ainsi, je rejette complètement le sionisme.

À mes frères et sœurs palestiniens, par mon simple acte, je veux être solidaire de vous. Je sais que chaque enfant de Gaza est obligé d'être un héros plus grand que je ne le serai jamais. Je sais qu'il y a des enfants – plus jeunes que moi – dans les prisons israéliennes sans qu'ils en soient responsables, et dont

je ne pourrai jamais connaître la douleur. Je reconnais aussi que je ne représente pas l'opinion majoritaire dans ma société. Mais par mon action, j'espère faire entendre la voix de ceux d'entre nous qui attendent le jour où nous pourrions construire un avenir commun, construire une société basée sur la paix et l'égalité, et non sur l'occupation et l'apartheid.

Malgré tout, j'ai encore de l'espoir – les jours où Israël pourra agir sans retenue sont comptés. Je sais que je ne suis pas seul – qu'il y a des gens comme moi partout dans le monde qui résistent à ces crimes. Je dis à tous ceux qui reçoivent ce message – continuez à faire ce que vous pouvez faire. Aujourd'hui, plus que jamais, le régime israélien s'appuie sur un petit groupe de personnes en position de pouvoir et sur leurs amis dans l'industrie de l'armement. Nous sommes plus nombreux qu'eux, et la justice est avec nous. Je vais entrer en prison maintenant, mais mon cœur est avec les enfants de Gaza et les peuples opprimés du monde entier. Mettez fin au génocide à Gaza. Mettez fin à l'occupation.

Déclaration de refus – Itamar Greenberg

Je m'appelle Itamar Greenberg et j'ai grandi dans une famille Haredi[1] à Bnei Brak. Quand j'avais 12 ans, j'ai décidé de m'enrôler dans l'armée israélienne pour faire partie intégrante de la société israélienne. Je ne voulais pas être soldat, mais je voulais être israélien.

Maintenant que j'ai 18 ans, je sais que le fait que la porte d'entrée dans la société israélienne passe par l'oppression et le meurtre d'un autre peuple est une grave injustice dans notre société. Une société juste ne peut pas être construite sur des canons de fusil. Par engagement envers cette société et par désir de la changer, je refuse de servir dans l'armée. Je m'engage pour la paix.

Je refuse par engagement envers les deux peuples. Par profonde solidarité avec le peuple palestinien, qui a été confronté l'année dernière à une guerre d'extermination à Gaza et qui, depuis de nombreuses décennies, est sous le joug d'une machine de guerre israélienne qui opprime, expulse, occupe et extorque. Je refuse aussi par engagement envers mon propre peuple, qui est devenu prisonnier d'idéologies nationalistes dangereuses.

Notre société permet le meurtre et l'oppression et déshumanise l'autre – qu'il s'agisse d'un Palestinien de Gaza, d'un citoyen palestinien d'Israël, d'un travailleur migrant ou

même d'un Haredi. Cette déshumanisation est profondément liée au fait que nous gérons une occupation depuis des décennies. Seule la fin de l'occupation et des guerres pourrait nous permettre de guérir.

Mon refus est un appel immédiat et direct à nous détourner du mal : mettre fin à la guerre, à l'expansion des colonies et à l'expulsion des Palestiniens. Mettre fin à tout cela maintenant ! Après cela viendra le temps de faire le bien – permettre au peuple palestinien d'exercer son droit national à l'autodétermination et de vivre comme deux peuples en paix et à égalité côte à côte – avec la démocratie et la paix pour tous, du fleuve à la mer. Je refuse afin que nous puissions reconstruire le camp de la paix en Israël. Un camp de Juifs et d'Arabes travaillant ensemble pour un avenir commun et contre le camp du bain de sang au gouvernement. Toutes les forces de notre société – Juifs, Arabes, laïcs, religieux et Haredi – doivent s'opposer à la guerre éternelle que nous proposent les extrémistes au pouvoir. Nous devons formuler une réponse unifiée pour la construction d'une société qui aspire à la vie et à la paix.

[1] Les Haredi sont des juifs ultra-orthodoxes

Editeur : CNT-AIT France <http://cnt-ait.info>
contact@cnt-ait.info

INTERVIEW D'UN COMPAGNON ANARCHISTE SOUDANAIS

"Nous ne soutenons aucune des parties engagées dans la guerre et voulons son arrêt immédiat."

Depuis le 13 avril 2023, une guerre civile entre deux factions de l'armée (l'armée officielle et les Forces de soutien rapide – FSR ou RSF), ravage le Soudan. Cette guerre est alimentée par des intérêts géostratégiques opposés (Ukraine, Égypte, Iran, Arabie saoudite et Turquie côté armée, Russie et Émirats arabes unis côté FSR) sur un pays occupant une position géostratégique (contrôle des sources du Nil, contrôle de la Mer Rouge et du commerce par le Canal de Suez).

Mais bien plus encore, il s'agit d'une guerre entre deux factions contre-révolutionnaires qui souhaitent écraser le peuple soudanais qui a osé se lever contre la dictature islamiste puis contre le dictature militaire, et a osé mettre en place une organisation de la société civile de façon horizontale, via les Comités Révolutionnaires.

Dans le Monde Libertaire de septembre, nous avons publié un article de Pierre Sommermeyer 'Soudan. Le massacre continue, le monde se tait'

Nous poursuivons ce mois-ci avec une interview d'un anarchiste soudanais, réalisée par des compagnons de la CNT-AIT.

- Depuis combien de temps vous êtes-vous organisés ? Est-ce au cours de cette révolution ou auparavant ? Sous quel nom vous présentez vous ?

- Notre groupe s'est constitué en avril 2017, avant la révolution de décembre, et j'ai participé à sa création avec 4 autres personnes. Nous avons estimé au départ que nous étions plus d'une soixantaine ; nous sommes plus nombreux maintenant mais nous n'avons pas de compte exact étant donné que nous avons perdu contact avec de nombreux compagnons. Le groupe s'appelle la Fédération Anarchiste.

- Il existe peu d'organisations anarchistes en Afrique. L'anarchisme était-il déjà implanté au Soudan ? Comment avez-vous rencontré les idées anarchistes ? Existait-il d'autres courants du socialisme dans les mouvements sociaux passés ?

- Oui, le mouvement anarchiste en Afrique est peu développé. En ce qui concerne le Soudan, il n'y avait pas de groupe ou d'organisation anarchiste avant. Même si les soudanais ont développé des formes d'auto organisation, les idées autoritaires ont le contrôle par l'intermédiaire de l'État, l'organisation tribale, et le système militaire et religieux. C'est ce qui rend complexe le mouvement social contre le régime en place. Notre conscience révolutionnaire et notre connaissance de l'anarchisme nous vient de notre intérêt et de notre auto éducation au

effectifs.

- Quelles activités votre groupe a-t-il menées pendant ces dernières années ? Quelles ont été les réactions à la diffusion de vos idées ?

- Une de nos activités les plus importantes en 2017/2018 a été d'appeler la jeunesse et les étudiants à renverser le régime, briser les barrières de la peur et à s'unir pour mettre à bas le contrôle dictatorial de El-Beshir. Nous avons fait des actions et tenu des séminaires contre le régime dans les universités et avons commencé à organiser des manifestations spontanées qui ont rassemblé tous les Soudanais. Cela a coûté la vie aux compagnons Abu Al-Rish, Qusay et Mudawi.

Après la chute du régime de Omar El-Beshir en avril 2019, nous avons appelé à continuer le mouvement de lutte contre le régime militaire au Soudan et la grande pression populaire provoqua rapidement l'abdication du général Ibn Auf. Nous avons été la cible d'une répression brutale, et nous avons subi des arrestations, la flagellation, des abus et des menaces de mort. Mais nous n'avons pas pour autant abandonné notre cause et notre lutte contre les autorités.

- Quelle est la composition sociale de votre groupe ? Quelle est la place des étudiants ou des travailleurs ? Des habitants des villes ou des ruraux ? Les femmes sont-elles nombreuses ?

- Notre groupe était à l'origine composé d'étudiants, qui étaient le fer de lance du mouvement social et de la révolution de décembre. Après la formation de nos groupes dans plusieurs universités dans différents états du Soudan, nous avons pu participer à la création de groupes par l'intermédiaire de compagnons dans les zones où ils vivaient en ville et à la campagne, et constituer des groupes en dehors de la communauté étudiante, dans divers endroits du Soudan. Les femmes constituent une part essentielle dans la formation de nos groupes, dans les universités, et dans les zones rurales ou urbaines. Elles représentent plus de 60 % des

Nous avons appelé au sit-in devant le quartier général², qui a constitué l'équivalent d'une petite communauté auto organisée, au sein de laquelle la présence des idées anarchistes était évidente. Ce fut un exemple vivant de l'autogestion au Soudan, incluant des millions de soudanais de différents États. L'autorité dictatoriale a senti le danger et a dispersé le sit-in dans un hideux massacre, facilité et aidé par les forces politiques, au cours duquel ont été assassinés et jetés dans le Nil plus de 700 civils révolutionnaires désarmés.

Beaucoup de révolutionnaires continuent à souffrir de séquelles psychologiques suite aux affreuses tueries auxquelles ils ont assisté. Ils ont également été frappés et horriblement insultés. Cela non plus ne nous a pas brisés, mais nous a plutôt rendus encore plus déterminés et convaincus de la nécessité de

provoquer la chute de ce régime brutal et meurtrier. Nous avons donc commencé à former des comités de résistance dans les quartiers, s'assembler entre révolutionnaires dans des groupes organisés, et s'unir derrière la bannière de notre lutte.

La brutalité, les tueries, et la répression violente sont devenues constantes durant toutes les manifestations. Nous savions que nous risquions de payer de nos vies notre participation, et que nous étions sur le chemin d'une révolution sociale.

- Le but politique décrit dans la « charte pour le pouvoir du peuple » est la création d'un gouvernement et d'un État, même s'il est démocratique – ce qui est certainement préférable à la guerre et à la dictature militaire ou religieuse – semble en contradiction avec les réalisations de l'auto organisation populaire quotidienne développée dans les comités.

- Il est important de comprendre que cette lutte de libération nécessite un travail permanent et de patience qui ne s'accomplit pas en une nuit. Nous voyons que bien que le niveau de prise de conscience atteint par la jeunesse, les révolutionnaires et la société soudanaise ait constitué un tournant pour la révolution, ce que propose la charte révolutionnaire en tant que mise en place d'un pouvoir du peuple constitue ce sur quoi se sont mis d'accord les comités de résistance. Et ce ne sont ni des organisations syndicales ou professionnelles, mais des groupes de révolutionnaires avec des orientations politiques et des visions différentes au sujet de la façon de gérer le pays et de s'organiser.

Ce dont nous avons besoin pour l'instant, ce à quoi nous travaillons, c'est la préservation de l'unité de ce mouvement de la catastrophe de la guerre civile qui détruit notre tissu social.

Il est certain que l'auto organisation est ce sur quoi nous pouvons progresser, et on peut la considérer comme une des avancées de la révolution mais sa mise en œuvre maintenant au regard de la situation catastrophique est extrêmement compliquée.

- La guerre entre les deux factions de

l'armée (Rapid Support Forces et armée officielle) dure maintenant depuis plus d'un an. Avez-vous pu maintenir vos activités militantes durant cette dure période ?

- L'arrivée de la guerre au Soudan a directement affecté notre organisation, dans le sens où tous les compagnons à Khartoum, Madani et El Fasher ont dû fuir vers d'autres villes et d'autres pays. La mise à l'arrêt des universités, les dommages causés aux infrastructures, aux fermes, aux syndicats, au réseau internet ont rendu difficiles les communications entre camarades. Notre compagne Sarah et notre compagnon Omar Habbash ont perdu la vie.

Nous avons également perdu une ambulance qui servait au transport des malades au camp de Zamzam pour les personnes déplacées, à El Fasher. L'année a été désastreuse, marquée par le terrorisme, les arrestations arbitraires et les liquidations de révolutionnaires et de politiciens par l'armée, et des tueries à caractère ethnique commis par les deux forces belligérantes.

- Quelle est la situation aujourd'hui ?

- La situation dans tous le Soudan est catastrophique. Il y a plus de 25 millions de déplacés, 15 millions d'enfants ne peuvent plus aller à l'école, et plus de 4000 civils ont été tués, et ces chiffres peuvent être approximatifs. La famine a commencé à sévir. Il n'y a pas de médicaments essentiels, pas de travail et plus de 70 % des hôpitaux sont à l'arrêt. La situation est horriblement désastreuse.

- Jusqu'à quel point il est possible de maintenir des positions anarchistes avec la guerre civile ?

- Continuer à faire vivre notre groupe anarchiste au Soudan est possible, mais c'est difficile, et ça l'est d'autant plus du fait de la guerre et de l'exil de la plupart des compagnons à l'extérieur du Soudan.

- La critique de l'Islam est-elle possible au Soudan ?

- En ce qui concerne la critique de l'Islam au Soudan, elle est devenue très répandue parmi

la jeunesse révolutionnaire. L'opposition révolutionnaire au régime des Frères Musulmans et leur idéologie autoritaire, réactionnaire et extrémiste a permis un tournant dans la prise de conscience de la jeunesse au sujet de la religion elle-même.

- Êtes-vous présent sur le web ? Il existe une page FB 'Forces of Freedom and Change'. Que pensez-vous de ce groupe ?

- Notre groupe n'a pas de page officielle, nous essayons d'éviter la propagande dans la situation politique critique actuelle. Le mail est la seule façon de nous contacter. La « Forces of Freedom and Changes » est une organisation politique soudanaise qui a ses propres conflits internes et n'a aucune autorité étatique. La guerre est maintenant menée par 2 généraux de l'armée. Nous ne soutenons aucune des parties engagées dans la guerre et voulons son arrêt immédiat. Nous condamnons fortement les massacres commis par les Forces de Soutien Rapide et par l'armée contre d'innocents citoyens, et nous ne soutenons ni les uns ni les autres. Nous voulons la fin de la guerre et l'établissement de la paix.

- Pour conclure, souhaitez-tu adresser un message ?

- Oui. Nous devons rester en communication constante. Vous êtes la seule organisation qui nous soutient, vous sauvez la vie de révolutionnaires et d'anarchistes au Soudan. N'arrêtez pas de diffuser des infos au sujet de notre cause et de soutenir notre révolution. Transmettez le message aux révolutionnaires et aux anarchistes du monde entier.

Longue vie à la paix, pas à la guerre
[Entretien réalisé par mail en juin et juillet 2024, par des compagnons de la CNT-AIT]

1 Mouvements de guérillas, autres que les Rapid Support Forces et L'armée Soudanaise, NDT

2 Un immense sit-in s'est installé autour du quartier général des militaires, place Al Qyada, à Khartoum à partir du 6 avril 2019 et a servi de lieu de résistance, d'échange et d'assemblée, et il est dispersé brutalement par des forces militaires, notamment les RSF, le 3 juin. NDT